NOUVEAU GOUVERNEMENT

Dernière mise à jour : 30-07-2017

Ci-gît le ministère du Logement !

MACRON a fait la peau au ministère du Logement, réclamée notamment par les milieux de l’immobilier. Celui-ci disparaît, et son administration est rattachée au ministère de la Cohésion des territoires dirigé par Richard FERRAND, élu du centre Bretagne.

Droit Au Logement dénonce cette décision qui place les politiques du logement, la lutte contre la crise du logement et le logement cher, en marge des politiques publiques, et pourrait marquer une montée en puissance des milieux de l’immobilier.

L’absence de secrétaire d’Etat au logement renforce cette inquiétude, et renvoie aux premières années du gouvernement Raffarin, où les politiques du logement, insignifiantes et au profit d’une politique du marché immobilier, étaient gérées par un membre du cabinet de Gilles de Robien, à la tête du ministère des Transports, de l’Equipement, du Logement, du Tourisme et de la Mer de 2002 à 2005.

L’avenir des politiques d’hébergement se pose également et pourraient échoir au ministère des Solidarités et de la Santé.

Droit Au Logement s’inquiète du projet politique en matière de logement qui privilégie le marché immobilier privé et la spéculation, et toutes ses dérives, l’accélération des expulsions, la précarisation des locataires.